



Mis en ligne le
18 AOÛT 2022

Service Affaires juridiques
Blandine Continant

Certifié exécutoire,
compte tenu de la réception
en Préfecture
Le 18 AOÛT 2022
de la publication
Le 18 AOÛT 2022

N° 22-256

**DÉCISION PRISE EN APPLICATION DES ARTICLES
L 2122.22 ET L 2122.23 DU CODE GÉNÉRAL DES
COLLECTIVITÉS TERRITORIALES**

Objet :

**Désignation d'un avocat conseil, représentation de la commune -
Recours pour excès de pouvoir- Refus d'emplacement sur le
marché de Choisy-le-Roi**

Le Maire de Choisy-le-Roi,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les articles L 2122.22
et L 2122.23,

Vu la délibération n° 20.094 en date du 16 juillet 2020 déléguant au Maire le
pouvoir d'ester en justice,

Vu l'arrêté de délégation de signature du Maire N° 22.1889 en date du 1^{er} août
2022 déléguant sa signature à Madame Amandine Francisot,

Considérant la nécessité de solliciter un avocat concernant le dossier de recours
pour excès de pouvoir contre la décision de refus de ré attribution d'un
emplacement sur le marché de Choisy-le-Roi,

Vu l'accord du Cabinet Seban & Associés pour accompagner la ville,

D É C I D E

Article 1 : Que le cabinet Seban & Associés, avocats associés domicilié, 282 Boulevard Saint
Germain 75007 PARIS interviendra en tant qu'avocat conseil de la commune dans le dossier de
contestation du refus de ré attribution d'un emplacement sur le marché de Choisy-le-Roi.
(94600).

Article 2 : Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la commune.

Article 3 : Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Trésorier Principal d'Orly sont
chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision, dont ampliation sera
transmise à Madame la Préfète.

Article 4 : La présente décision sera communiquée au Conseil Municipal lors de la prochaine
séance et mise en ligne sur le site internet de la commune www.choisyleroi.fr.

Article 5 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal administratif
de Melun dans un délai de deux mois à compter de sa transmission au contrôle de légalité, de
sa notification et/ou de sa publication. La juridiction compétente peut être saisie par
l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Fait en Mairie à Choisy-le-Roi, le 16 août 2022



Pour le Maire de Choisy-le-Roi
et par délégation,
Amandine FRANCISOT
Adjointe au Maire